



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



Mulhouse, le 21 octobre 2008

Direction Régionale de l'Industrie,
de la Recherche et de l'Environnement

Groupe de Subdivisions du Haut Rhin
Subdivision MULHOUSE 3

Objet : Installations classées – Société PROTECHNIC à CERNAY
Non conformité des rejets de l'épurateur thermique

P. J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

I. Objet du rapport

Le site exploité par la société PROTECHNIC à CERNAY est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°950665 du 25 avril 1995. Il héberge deux activités : l'hélioplastie (impression par héliogravure sur films plastiques) et la thermoplastie (fabrication de colles sous forme de films, non-tissés,..., par extrusion).

Les COV émis dans l'air dans le cadre de l'activité d'impression sont canalisés et dirigés pour élimination dans un épurateur thermique.

L'examen du rapport d'analyse des rejets atmosphériques de l'épurateur thermique de COV transmis le 15 février 2008 met en évidence une bonne performance de l'épurateur thermique concernant les COV, mais une non-conformité ponctuelle et récurrente des rejets de monoxyde de carbone.

Suite à la visite d'inspection du 11 juin 2008, des compléments ont été demandés à l'exploitant sur ce point. Ils ont été transmis à l'inspection par courrier du 09 septembre 2008.

II. Commentaires de l'inspection

Les analyses réalisées en janvier 2008 sur le rejet atmosphérique de l'épurateur thermique ont mis en évidence une concentration moyenne de 413 mg/m³ de monoxyde de carbone, non-conforme à la réglementation en vigueur : valeur limite d'émission imposée par l'arrêté ministériel du 02 février 1998 (articles 27 §7 et 70-VIIa) de 150 mg/m³.

L'analyse des courbes de mesure montre une concentration en CO relativement stable et basse et des pics très courts de 4 minutes environ qui peuvent monter jusqu'à 2500 mg/m³. Ces pics, qui sont responsables du dépassement de la VLE, sont dus à la mise en route d'une machine à laver le matériel d'impression (lavage au solvant, fonctionnement discontinu 4 h par jour environ). En effet, cela entraîne une augmentation rapide du débit et de la concentration en COV en entrée de l'épurateur, que le programme de gestion met quelques minutes à réguler. En conséquence, pendant quelques minutes, le mélange de combustion est trop pauvre en oxygène et la combustion incomplète augmente la quantité de CO produit.

La connexion de la machine à laver à l'épurateur thermique s'est faite en 2007, dans le but de diminuer les rejets de COV diffus sur le site.

L'exploitant a exploré les solutions possibles vis-à-vis de ce problème. Selon ses conclusions, les modifications envisageables du fonctionnement de l'épurateur diminueraient l'efficacité de l'épurateur et risqueraient de provoquer des dépassements de COV, sans pour autant éliminer totalement les pics de CO. De plus, les contraintes thermiques seraient augmentées et provoqueraient un vieillissement accéléré de l'épurateur qui est déjà en limite d'âge. Les autres solutions consistent à débrancher la machine à laver de l'épurateur, ce qui dégradera l'ambiance de travail et les rejets diffus de COV, ou tolérer les pics de CO en sortie de l'épurateur. L'exploitant considère que vu la hauteur de la cheminée (17 mètres par rapport au sol, largement supérieure à la hauteur minimale réglementaire pour permettre une bonne dispersion du rejet), ces pics ne sont pas problématiques d'un point de vue sanitaire. Aucune étude de dispersion et d'impact sanitaire n'étaye toutefois cette considération.

L'exploitant propose donc de tolérer les pics en attendant le remplacement de l'épurateur thermique par une nouvelle installation de traitement, qui respectera les VLE au rejet (non conformité prise en compte dans l'élaboration du cahier des charges). Le remplacement de l'installation est prévu au budget 2009, mais l'exploitant ne s'est pas encore fixé sur le type d'installation qui sera mise en place.

III Propositions de l'inspection

L'exploitant demande à ce que les pics de monoxyde de carbone soient tolérés en attendant le remplacement de l'épurateur thermique. L'inspection estime que les arguments avancés pour justifier cette tolérance sont insuffisants, en particulier en matière de risque sanitaire. De plus, l'exploitant ne s'étant pas encore décidé sur la technique de remplacement, le délai effectif avant retour en conformité est très incertain.

En conséquence et au vu de l'importance ponctuelle des dépassements, il apparaît nécessaire que l'exploitant réalise, dans un délai de 4 mois, une étude portant sur la mise en conformité du rejet de CO en sortie de l'épurateur. Cette étude devra comporter :

- un volet sanitaire, précisant le caractère ponctuel des rejets (pourcentage de temps de fonctionnement non conforme, flux de monoxyde de carbone émis lors des périodes de non-conformité), étudiant plus en détail la dispersion des rejets, et déterminant l'impact sanitaire (chronique et, si nécessaire, aigu) sur les populations environnantes ;
- un volet technico-économique portant sur la mise en conformité du rejet de CO avec un échéancier de réalisation. La solution et l'échéancier proposés pourront être adaptés en fonction des résultats du volet sanitaire de l'étude, tout en restant dans des limites raisonnables.

Nous vous proposons que ces mesures fassent l'objet de prescriptions complémentaires à l'arrêté du 25 avril 1995 portant autorisation d'exploiter.

Le projet d'arrêté rédigé en conséquence est joint en annexe.